



tic&société

Vol. 8, N° 1-2 | 1er semestre 2014 et 2ème semestre 2014
Quelles perspectives critiques pour aborder les TIC ?

Introduction

Éric GEORGE



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1364>
DOI: 10.4000/ticetsociete.1364

Publisher

Association ARTIC

Electronic reference

Éric GEORGE, « Introduction », *tic&société* [Online], Vol. 8, N° 1-2 | 1er semestre 2014 et 2ème semestre 2014, Online since 01 June 2014, connection on 30 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1364> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.1364

Licence Creative Commons

Introduction

De prime abord, il importe, nous semble-t-il, de rappeler que proposer un numéro consacré aux perspectives critiques pour aborder lesdites technologies de l'information et de la communication (TIC) demeure d'autant plus pertinent que celles-ci sont encore et toujours envisagées d'un point de vue positif dans un vaste ensemble de discours, que ceux-ci émanent de responsables politiques, de dirigeants d'entreprises, d'experts en tous genres, voire d'universitaires. En fait, c'est comme si chaque innovation technique était considérée comme susceptible d'avoir un impact positif *de facto* sur nos sociétés, qu'il s'agisse par exemple de raviver le lien social ou de renforcer le caractère démocratique de nos sociétés. Gaëtan Tremblay et Jean-Guy Lacroix écrivaient au cours de la première moitié des années 1990 : « depuis l'invention du télégraphe électrique [...], l'innovation technique en communication suscite régulièrement l'expression emphatique de discours messianiques. Les mêmes espoirs d'épanouissement culturel, d'harmonisation sociale et d'éducation populaire sont investis dans chaque objet technique récemment arrivé sur le marché et dans chaque nouveau développement des infrastructures de communication » (1994, p. 1). Et c'était avant le développement du réseau internet, du « web 2.0 » et des applications mobiles telles que les tablettes, téléphones dits intelligents et autres consoles de jeux vidéo qui allaient tous permettre de renouveler une fois de plus les discours prometteurs. En fait, propos dithyrambiques et critiques se succèdent en permanence les uns les autres et voient leurs contenus se renouveler, du moins partiellement en fonction notamment des caractéristiques des dernières innovations sociotechniques, même s'il semble bien tout de même que les premiers ont pour le moins une visibilité supérieure.

Ainsi que vous pourrez le constater à la lecture des articles, les auteurs font appel à plusieurs perspectives critiques qui présentent à la fois des points de convergence et des différences plus ou moins notables. Seul le dialogue fondé sur des arguments – et cette publication a justement pour objectif d'y contribuer modestement – garantit un réel apport scientifique. Quelle que soit son ambition initiale, chaque approche ne peut en effet n'apporter qu'un éclairage limité sur ce que nous appelons le « réel ». L'importance du regard de l'autre constitue bien une dimension essentielle de toute démarche critique car, comme le dit Gaston Bachelard, notre principal ennemi consiste en un certain confort intellectuel : « l'instinct formatif finit par céder devant l'instinct conservatif. Il vient un temps où l'esprit aime mieux ce qui confirme son savoir que ce qui le contredit, où il aime mieux les réponses que les questions. Alors l'instinct

Introduction

conservatif domine, la croissance spirituelle s'arrête. » (1967, p. 15). Et il poursuit plus loin : « toute doctrine de l'objectivité en vient toujours à soumettre la connaissance de l'objet au contrôle d'autrui » (*Ibid.*, p. 239).

Pour approcher cette « réalité » qui préoccupe depuis si longtemps les épistémologues et ce, dans un monde social de plus en plus complexe, la pensée critique a toujours adopté un ou plusieurs des trois points de vue suivants : (1) celui qui consiste à étudier les faits comme étant des choses extérieures dans la lignée d'Émile Durkheim ; (2) celui qui accorde la priorité au point de vue interne des acteurs à la suite de Max Weber ; (3) celui qui adopte le regard d'en bas, autrement dit celui du « damné de la terre », pour reprendre une expression issue du titre d'un livre de Frantz Fanon (1961) ; et ce, tout en privilégiant tout de même le plus souvent le point de vue extérieur. Les auteurs qui ont participé à ce numéro ont pour leur part mobilisé également un ou plusieurs de ses manières de faire de la science dans leurs textes. D'ailleurs, ne serait-il pas judicieux d'intégrer ces trois regards afin de rendre compte de la complexité de notre monde, mais aussi pour éviter que toute perspective critique ne se transforme en démarche dogmatique ? C'est en tout cas ce que nous propose Alvaro Pires qui mentionne à ce sujet tout l'intérêt de s'inspirer des études féministes (1987). Autrement dit, ne serait-il pas pertinent de se situer « aux frontières » afin, pour reprendre une expression de Michel Foucault, d'« échapper à l'alternative du dehors et du dedans » (1994) ?

D'une part, toute posture critique ne peut se passer d'une analyse un tant soi-peu globale et distanciée du monde dans lequel nous vivons. À partir de là, il y a bien rupture épistémologique car cette démarche se distingue de la pratique commune, y compris souvent de celle des chercheur/e/s en dehors de leurs, de nos activités de travail. Mais d'un autre côté, cette activité de quête de la « vérité » ne saurait être déployée sans prendre au sérieux la diversité des points de vue de nos contemporains, surtout dans un cadre critique où l'un des objectifs majeurs des chercheur/e/s critiques doit forcément être l'avènement d'un monde fondé sur des rapports plus égalitaires et sur la remise en cause de toutes les formes de domination. Lorsque nous insistons sur la pratique systématique du doute, sur l'importance d'adopter une démarche humble, c'est aussi pour nous prémunir contre toute forme de domination que nous pourrions, consciemment ou non, exercer nous-même en tant que chercheur/e/s.

Ces choix épistémologiques se retrouvent plus ou moins dans les textes de ce numéro. D'ordinaire, la revue exige des contributions qui comprennent la présentation d'une problématique, d'éléments de cadrage théorique et

Éric GEORGE

d'orientation épistémologique / méthodologique ainsi que des résultats de recherche. Les différentes parties correspondant à ces éléments peuvent avoir une taille variable, mais il importe que ceux-ci soient toujours plus ou moins présents dans chacun des contenus. Dans ce numéro, les éléments d'ordre théorique, voire métathéorique et, dans une moindre mesure, d'ordre épistémologique s'avèrent plus présents que dans d'autres numéros mis en ligne précédemment, ceci étant lié à la nature même de notre appel à publication. Les éléments que l'on peut considérer comme « empiriques » sont au contraire minoritaires, du moins dans la plupart des textes. Cela dit, aucun article, même lorsque le contenu s'avère principalement d'ordre théorique, ne repose seulement sur un argumentaire relevant de l'abstraction pure.

Dans un premier texte que nous proposons à titre de coordonnateur de ce numéro thématique, nous abordons plusieurs pistes de réflexion quant aux manières d'aborder les TIC à partir de perspectives critiques. Pour ce faire, nous traitons de trois ensembles de travaux qui portent leur attention sur la technique en tant que système, la technique en rapport avec l'économie politique et la technique abordée du point de vue des usages et ce, avant de conclure à la pertinence d'intégrer deux autres dimensions dans l'analyse : le temps long et l'environnement.

Le deuxième texte, rédigé par Andrew Feenberg, est révélateur de ce que nous disions au sujet des rapports entre abstraction et concret. Le titulaire de la Chaire de philosophie de la technologie à l'Université Simon Fraser de Vancouver nous propose une réflexion pour penser le réseau internet d'un point de vue critique dans un texte intitulé justement « Vers une théorie critique de l'internet ». Celui-ci propose fort opportunément de dépasser l'opposition traditionnelle qui est faite entre la position qui consiste à penser le réseau informatique comme un moyen de démocratisation de nos sociétés et en tant que dispositif au service de la reproduction capitaliste. Ainsi, précise-t-il que « mettre l'accent sur les relations entre l'Internet du point de vue de la rationalisation technologique d'une part et l'Internet du point de vue des initiatives sociales à caractère démocratique d'autre part permet d'avoir une perspective plus complète du réseau que si nous abordions ces deux processus séparément. » (p. 33). C'est pourtant ce que bon nombre d'auteurs continuent de faire, sommes-nous tentés d'ajouter. Au contraire, l'analyse de Feenberg s'avère particulièrement fine. Pour ce faire, il adopte un point de vue constructiviste à propos de la technique envisagée comme une co-construction de la part de « forces sociales qu'elle organise et mobilise » (p. 34). Il y a donc critique au sens où l'auteur s'intéresse aux luttes auxquelles participent des forces à prétention hégémonique, mais aussi d'autres composantes de la société en situations de résistance. Mais il y a aussi éventuellement critique de

Introduction

la critique, ou du moins d'une certaine critique, car Feenberg souligne le fait que l'internet n'étant pas une technologie stabilisée, il est impossible d'en tirer des enseignements définitifs. Ainsi, des « critiques généralisent régulièrement dans le sens de conclusions atemporelles qui seront bientôt rendues caduques par d'autres changements » (p. 42). Dans ce contexte toujours mouvant, Feenberg considère les communautés comme des espaces potentiels de résistance. Ainsi, certaines d'entre elles, à travers leur appropriation de la technique en arrivent ainsi à pouvoir redéfinir le politique alors qu'elles se retrouvent pourtant en situation marginale du point de vue de la politique traditionnelle. La perspective critique laisse donc place *in fine* à une possible ouverture, ce qui n'est pas sans rappeler la position d'Horkheimer (1986).

Le texte d'André Mondoux, Marc Ménard et Maxime Ouellet a aussi pour ambition de proposer une perspective critique sur les TIC, et notamment les médias socionumériques. Pour ce faire, les trois professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) développent la pertinence de mettre l'accent sur des concepts tels que ceux de totalité, de dialectique, de fétichisme et d'aliénation. À partir d'une analyse qui repose à la fois sur les pensées d'Heidegger et de Marx, ils considèrent que la technique et l'économie tendent à s'autonomiser par rapport au social. Le système technico-économique s'impose comme nouvelle forme totalitaire et ce, d'autant plus que le capitalisme prône un hyperindividualisme, soit le primat absolu des libertés individuelles qui empêche l'émergence d'un « nous » capable d'effectuer toute critique sur la technique et le capitalisme, et au-delà, de toute critique sociale. À ce titre, ils considèrent que les médias socionumériques tels que *Facebook* contribuent à l'avènement d'une subjectivité hyperindividualiste qui ne peut que renforcer le déploiement systématique du capitalisme. Toute émancipation du sujet apparaît d'autant plus improbable que celui-ci serait plutôt objet d'aliénation car les usages des médias sociaux participent à l'adaptation à la « logique d'autovalorisation capitaliste notamment via les pratiques de surveillance mutuelle » (p. 63). Certes, certains d'entre eux s'opposent aux valeurs marchandes omniprésentes dans nos sociétés, mais ceux-ci sont systématiquement récupérés par le système. La preuve en est que les individus, sommés de se vendre eux-mêmes, sont transformés en marchandises. On ne peut pas s'empêcher d'établir des liens entre ce texte et celui de Feenberg. Mais alors que ce dernier voit dans la communauté – définie comme le lieu premier de la communication humaine et du développement personnel – un facteur potentiel d'émancipation, Mondoux, Ménard et Ouellet estiment qu'il y a nécessité absolue de renouveler le politique et de remettre au centre les valeurs communes partagées socialement. Par

Éric GEORGE

ailleurs, le premier accorde manifestement plus de place dans sa réflexion aux possibles que les trois collègues de l'UQAM.

Nous restons dans un registre voisin du texte de Mondoux, Ménard et Ouellet à la lecture de celui de Marc-Olivier Goyette-Côté et de Philippe Langlois. Respectivement doctorants en communication et en sociologie à l'UQAM, les deux auteurs présentent la thèse selon laquelle il est possible d'analyser les contenus créés par les usagers sur les plateformes numériques comme relevant de l'exploitation capitaliste à partir du moment où on accepte de repenser les concepts de travail et de temporalité. Il faut d'une part considérer le travail au-delà de sa version salariée et d'autre part remettre en question la distinction entre les temps consacrés au travail, au loisir et à d'autres tâches. Tout un ensemble de tâches quotidiennes demeurent en effet du travail, même si elles ne sont pas rémunérées. Il y a travail peut-on estimer, à partir du moment où l'activité, comme par exemple celle de la mère-épouse-ménagère, contribue à la reproduction globale des structures sociales nécessaires à l'accumulation du capital. À partir de là, l'insertion des formes de *prosuming* dans les stratégies commerciales peut être analysée en termes marxistes. En conséquence, les TIC constituent avant tout dans la situation sociohistorique actuelle des outils au service de la reproduction du capitalisme avancé et des diverses formes d'exploitation. Certes, reconnaissent-ils, il est tout à fait possible d'envisager le développement d'usages à des fins qui ne relèvent pas directement de la mise en valeur du capital – on retrouve à nouveau ici l'idée des possibles – mais, en dernier ressort, il y a le plus souvent récupération de la part du système capitaliste. On retrouve ici l'idée selon laquelle l'une des forces essentielles du capitalisme consiste à récupérer systématiquement à son avantage les critiques qui lui sont faites. Finalement, l'internet demeurerait donc sous l'emprise de la mise en valeur du capital, même s'il est susceptible d'être mobilisé à d'autres fins. C'est en fait la société qui est mise en entier « au service de l'accumulation du capital dans le cadre de l'extension permanente du champ de la valeur à l'ensemble des rapports qui la constituent » (p. 102). Toute résistance semble dès lors impossible si elle ne tient pas compte de ces éléments d'analyse.

Julien Rueff décentre le propos à partir d'une suggestion originale, à savoir montrer dans quelle mesure, la lecture de Jacques Rancière constitue un apport intéressant pour aborder les rapports entre politique et usages des TIC d'un point de vue critique. Il reconnaît d'ailleurs dès le début de son texte que sa démarche peut paraître pour le moins « incongrue » (p. 109) et ce, d'autant plus que les écrits de Rancière ne sont mobilisés, ni dans les travaux sur les *Internet Studies*, ni dans ceux sur la sociologie des usages des TIC. À partir d'une interrogation posée par Peter Dahlgren, l'autre auteur principal mobilisé dans

Introduction

son texte, le chercheur de l'Université Laval se demande dans quelle mesure et comment les médias numériques contribuent à faciliter la participation citoyenne à la démocratie. « Il s'agira, écrit-t-il, d'évaluer comment la théorie ranciérienne permet de (re)penser la participation politique en ligne » (p. 110). Au cœur de celle-ci, on retrouve la présupposition très forte selon laquelle il y a égalité des intelligences, autrement dit « l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui ». Ce n'est pas parce que l'exploitation demeure un rapport social que les personnes qui en sont l'objet n'en ont pas conscience. Au-delà, Rancière attire notre attention sur le fait que tout chercheur critique visant à favoriser l'élaboration de politiques progressistes ne peut développer de système de pensée qui ne repose pas fondamentalement sur cette présupposition de l'égalité des intelligences puisqu'une véritable démocratie devrait forcément reposer sur la possibilité de toutes et de tous à devenir acteurs de leur propre histoire. Cela dit, après avoir distingué chez Rancière la police et la politique, Rueff en vient à se demander « si les sphères publiques en ligne des institutions politiques ou des administrations gouvernementales ne participent pas d'un processus de légitimation étatique de l'ordre social » (p. 119). En fait, il reprend l'idée selon laquelle une véritable opinion publique politique ne peut pas reposer sur des questionnements fixés par les institutions politiques, mais correspond à une parole inattendue, portée par de nouvelles subjectivités. Se distinguant ici de Jürgen Habermas, Rueff en vient à parler d'« espace polémique ». Et on voit dès lors très bien que l'une des questions qui intéresse centralement l'auteur du texte consiste à savoir comment les médias numériques peuvent contribuer à l'irruption de l'agir politique. Une nouvelle fois, on retrouve des liens à faire avec les textes précédents. Sauf que là où Mondoux, Ménard et Ouellet appellent au retour des institutions sociales capables de dépasser les intérêts individualistes, Rueff considère au contraire la pertinence de prendre ses distances par rapport à celles-ci en accordant la priorité à l'expression des subjectivités comme point de départ du renouveau en termes sociopolitiques. Dans sa perspective, l'expression des subjectivités ne renvoie pas à l'hyperindividualisme.

Alors que les préoccupations d'ordre sociopolitique sont présentes dans chacun des quatre premiers textes, le quatrième s'avère moins directement empreint de « politique » bien qu'en fait, il soit aussi question du vivre-ensemble. On y trouve aussi un certain déplacement de perspective car les deux auteures, Hélène Bourdeloie et Nathalie Boucher-Petrovic, rendent compte d'une étude empirique basée sur deux terrains. En conséquence, l'article des deux chercheuses de l'Université Paris 13 a pour grand mérite de partir de l'analyse des usages et des représentations d'usages des TIC chez les personnes âgées, les seniors, en considérant que s'ils témoignent d'un certain

expressivisme, ils demeurent partiellement conditionnés par des rapports sociaux qui continuent de témoigner de certains rapports de domination. Les pratiques numériques des seniors sont donc sous-tendues par des rapports sociaux de genre, d'âge et de classe sociale et, c'est tout l'intérêt de ce texte, les auteures montrant bien qu'il importe d'adopter un tel regard intercatégoriel si on veut mettre à jour « les diverses formes de domination selon les combinaisons d'articulations et leurs déplacements » (p. 165). Des concepts critiques centraux tels que les rapports de pouvoir et les rapports de domination se retrouvent donc ici mobilisés de façon extrêmement pertinente sur le terrain, ce qui rend compte de la possibilité, de la nécessité d'effectuer des recherches critiques tout en ancrant celles-ci dans des analyses empiriques. D'ailleurs, les deux auteures concluent que « ce qui s'observe dans les ateliers de formation ou dans le cadre d'entretiens individuels révèle des questions profondes [...] sur la manière dont les différents rapports de pouvoir se configurent selon les propriétés sociales des individus » (p. 166). Plus que jamais, approches micro et macro apparaissent étroitement indissociables et leur combinaison peut être très prometteuse en termes d'apports de connaissances nouvelles.

Cela dit, les liens entre recherche empirique et perspective théorique critique peuvent être parsemés d'embûches, comme nous le rappellent Jacob Matthews et Jérémy Joseph Vachet, respectivement chercheur à l'Université de Paris 8 et doctorant à l'Université de Paris 13. Leur propos consiste à s'interroger sur la possibilité de concilier approches critiques en termes de recherche et participation à des *consortia* d'entreprises privées. Ils en viennent à se poser la question suivante : « Comment et pourquoi prendre part à ce qui paraît relever, au mieux, d'une gigantesque farce, au pire, d'une entreprise de liquidation systématique de la posture critique ? » (p. 196) en mentionnant que nous avons ici une interrogation qui soulève la question de l'indépendance intellectuelle. Dès lors, deux choix se présentent : soit accepter de participer en nous efforçant de subvertir ces contraintes dans la pratique de recherche et dans la production ultérieure, ce qu'ils ont essayé de faire ; soit « refuser toute collaboration avec ces logiques, avec dès lors comme point de fuite le terrain de la lutte politique et syndicale. » (p. 197). Mais, s'interrogent-ils, si nous optons pour la deuxième solution, ne risque-t-on pas de se priver d'effectuer des observations que la participation à des *consortia* rend possible, et ce à un moment où les TICN sont marquées par des incertitudes majeures, tant en ce qui concerne les acteurs industriels, les phénomènes socio-économiques émergents et les innovations sociotechniques ? Finalement, Matthews et Vachet répondent qu'il est sans doute préférable de participer à des expérimentations, y compris celles au sein desquelles les entreprises privées jouent un rôle notable, car toute visée émancipatrice ne saurait se passer de « référent pratique » sauf à adopter une position de surplomb distante de toute pratique sociale. Avant de conclure que

Introduction

« la pensée critique n'est en aucun cas figée, et qu'elle puise sa force de confrontations singulières » (p. 198).

Nous pouvons d'ailleurs fort bien reprendre à notre compte cette dernière phrase avant de vous laisser à la lecture de l'ensemble de ces textes qui ont justement pour objectif de fournir plusieurs perspectives, souvent complémentaires les unes des autres, présentant parfois un certain nombre de différences, mais qui se réunissent tous dans la nécessité de la « critique de la "science normale", celle qui refuse de s'interroger sur elle-même, sur sa propre histoire, qui s'isole dans ses pratiques et ne remet jamais en cause ce qui la fait agir dans telle ou telle direction » (Beaud, 1997, p. 24).

Références bibliographiques

BACHELARD G., 1967, « La notion d'obstacle épistémologique », dans BACHELARD G., *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin, 4^e édition, pp. 13-22.

BEAUD P., 1997, « Introduction », *Réseaux*, n° spécial *Sociologie de la communication*, pp. 13-41.

FANON F., 1961, *Les Damnés de la Terre*, Paris, Maspéro.

FOUCAULT M. 1994, « Qu'est-ce que les Lumières ? », dans M. FOUCAULT, *Dits et écrits. Vol IV*, Paris, Gallimard, pp. 679-688.

HORKHEIMER M., 1996, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard.

PIRES A., 1997, « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales », dans J. POUPART, J.-P. DESLAURIERS, L.-H., GROULX, A. LAPERRIÈRE, R. MAYER et A. PIRES (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 3-54.

TREMBLAY G. et J.-G. LACROIX, 1994, « La convergence, encore et toujours », dans J.-G. LACROIX, B. MIÈGE et G. TREMBLAY, *De la télématique aux autoroutes électroniques. Le grand projet reconduit*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 1-13.